

Sommaire

Actualités

Situation dans l'Etat d'Arakan

Repression violente de protestations contre une mine de cuivre

Augmentation du nombre de victimes de mines

Des millions de dollars détournés vont être remboursés

Un Tremblement de terre frappe les divisions de Sagaing et de Mandalay

Prisonniers politiques: 55 nouvelles libérations, 200 toujours derrière les barreaux

Le travail forcé et le recrutement d'enfants soldats continuent

L'UE et l'ONU adoptent des résolutions sur la Birmanie

La Birmanie dément acheter des armes nucléaires à la Corée du Nord

Barack Obama en visite en Birmanie

Les Etats-Unis lèvent leur interdiction d'importer en Birmanie

La loi sur les investissements étrangers enfin promulguée

Eclairage:

Le processus de réformes doit inclure la lutte contre les violences faites aux femmes

**Nous soutenir,
nous rejoindre**

Edito

En novembre, le gouvernement birman a repris les vieilles habitudes de la junte militaire en réprimant brutalement des manifestants qui appelaient à la suspension d'une mine de cuivre située près Monywa, dans la région Sagaing, au Nord-ouest de la Birmanie. Cette violence est le dernier exemple en date attestant que les réformes en Birmanie ne sont que superficielles. Le chemin est encore long pour que la liberté d'expression, de réunion et d'association, les droits fonciers et la primauté du droit soient enfin respectés en Birmanie.

S'il faut pourtant se réjouir de la libération d'une soixantaine de prisonniers politiques en novembre, augmentant encore le nombre de prisonniers de conscience libérés depuis mai 2011 (plus de 700), le nombre croissant de détentions arbitraires donne à réfléchir. Depuis Janvier 2012, il y a eu au moins 200 arrestations politiquement motivées, moins de 60 menant à des procédures judiciaires formelles.

Le gouvernement actuel utilise en effet la législation pour persécuter et intimider les personnes qui osent exprimer des opinions contraires aux intérêts de l'État. La récente loi autorisant les rassemblements pacifiques ne contribue guère à protéger les manifestants, mais donne plutôt au gouvernement un cadre juridique lui permettant de procéder à des arrestations arbitraires et de mettre sous silence les voix dissidentes.

Pourtant, à maintes reprises, les birmans sont courageusement descendus dans les rues en nombre record pour condamner le manque d'électricité, les confiscations de leurs terres, leurs conditions de travail détestables, et la guerre civile dans l'Etat Kachin.

Sévir contre les manifestants pacifiques et les arrêtant n'a jamais été une solution. Le gouvernement doit s'attaquer aux grandes questions en jeu: des lois injustes qui continuent de restreindre la liberté de réunion, d'association et d'expression, l'absence d'égalité entre les citoyens, et la signature de contrats commerciaux juteux qui ont des conséquences dramatiques pour les communautés locales.

Si la visite de Barack Obama dans le pays au mois de novembre, la première d'un président américain en exercice, a mis en lumière les progrès accomplis par la Birmanie, elle est également dangereuse en ce qu'elle accorde une trop grande légitimité à un gouvernement toujours contrôlé par les militaires, qui continue de commettre de graves violations des droits de l'homme.

Bonne Lecture

L'équipe d'Info Birmanie

Agissons pour la paix et la démocratie en **BIRMANIE**

Info Birmanie

74, rue Notre-Dame des Champs - 75006 Paris

Tél 01 46 33 41 62 - Email infobirmanie@gmail.com - <http://www.info-birmanie.org/>

Situation dans l'Etat d'Arakan

Le nombre de déplacés internet atteint les 115 000

Le nombre de personnes déplacées a continué d'augmenter en raison des violences continues dans l'État d'Arakan. Le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a signalé un total de 115 000 personnes déplacées dans l'Etat d'Arakan, dont plus de 36 000 déplacés depuis le 21 octobre. Plus de 60% des personnes déplacées ont trouvé refuge dans la ville de Sittwe.¹

Le 21 novembre, le Coordonnateur humanitaire de l'ONU en Birmanie, Ashok Nigam a déclaré que les personnes déplacées dans l'Etat d'Arakan vivaient dans des «conditions terribles» et avaient désespérément besoin d'abris, d'eau potable, de nourriture et de soins médicaux. Le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) a également mis en garde contre une « situation humanitaire de plus en plus préoccupante » dans l'Etat d'Arakan, avec des camps de déplacés dangereusement surpeuplés et certaines personnes forcées à trouver refuge dans des bateaux ou restant sur les lieux de leurs maisons incendiées. Beaucoup d'enfants dans les camps ont continué à souffrir de malnutrition sévère et certains rapports affirment que des enfants étaient morts de faim.²

Les travailleurs humanitaires et les personnes déplacées dans l'Etat d'Arakan font face à l'hostilité permanente des communautés Rakhine en dépit des appels de l'ONU demandant au gouvernement birman d'assurer un «environnement favorable» pour les opérations de secours. Le 5 novembre, Médecins Sans Frontières (MSF) a déclaré que son équipe avait été empêchée d'accéder à certaines zones de l'État d'Arakan et que certains membres du personnel ont reçu des menaces écrites et orales concernant les efforts de secours en cours.³

Les autorités « traquent » les Rohingyas

En novembre, les autorités dans l'État d'Arakan ont entamé un processus d'inscription pour la population Rohingya, afin d'identifier ceux censés être en séjour irrégulier dans l'État d'Arakan. Cependant, de nombreux Rohingyas ont refusé de coopérer avec le processus d'inscription parce que les autorités les ont forcé à s'enregistrer en tant que «Bengali» et non comme « Rohingyas ». Les Rohingyas craignent qu'après avoir été enregistrés auprès des autorités comme « Bengali » ils seraient automatiquement considérés comme illégaux et donc passibles d'être expulsés.⁴

Selon le Président Thein Sein « l'isolement de l'Etat d'Arakan, du à un manque de transports, un faible niveau d'éducation ajouté à la pauvreté, et peu de possibilités économiques et d'emplois » étaient les causes profondes de la violence sectaire dans l'Etat d'Arakan.

1 OCHA (15 Nov 12) Myanmar: Humanitarian Snapshot – Displacement in Rakhine State

2 AFP (13 Nov 12) UN warns of humanitarian crisis in Myanmar

3 NYT (05 Nov 12) Charity Says Threats Foil Medical Aid In Myanmar; AP (05 Nov 12) Group: Myanmar ethnic tensions block medical aid; RFA (05 Nov 12) MSF Blocked in Rakhine

4 Irrawaddy (13 Nov 12) Rohingyas Refuse to Register as 'Bengali'; RFA (20 Nov 12) Resources Stretched in Rakhine

Dans une lettre adressée au Secrétaire générale de l'ONU, Ban Ki-Moon, Thein Sein s'est engagé à considérer la reconnaissance de droits nouveaux pour les Rohingyas, notamment l'octroi de « certificats d'enregistrement des naissances, de permis de travail, de permis de déplacements à travers le pays ». Cependant, aucun engagement n'a été fait pour leur accorder la citoyenneté.¹

La communauté internationale continue à exprimer son inquiétude

Le 9 novembre, 9 ambassades à Rangoun, dont la France, ont publié une déclaration commune appelant à l'arrêt immédiat des violences dans l'Etat d'Arakan et demandant au gouvernement birman d'assurer un accès humanitaire « sûr, rapide et sans entrave » aux personnes touchées par les violences.

Le Haut-Commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, Navi Pillay, a appelé le régime à réviser la loi 1982 sur la citoyenneté « afin de s'assurer que les Rohingyas bénéficient d'un accès égal à la citoyenneté ». Il a également averti que les violences sectaires dans l'Etat d'Arakan, si elles n'étaient pas résolues, pourraient « porter atteinte au processus de réforme ». ²

Repression violente de protestations contre une mine de cuivre



Au cours des trois derniers mois, les agriculteurs locaux et les militants des droits humains, rejoints plus tard par les moines bouddhistes, ont protesté contre la mine de cuivre de Letpadaung, située près Monywa, dans la région Sagaing, au Nord-ouest de la Birmanie. Très tôt le matin du 29 novembre, les autorités ont eu recours à de vieilles méthodes violentes afin de mettre un terme au mouvement de protestation qui s'amplifiait. La police anti-émeute a attaqué des camps des manifestants situés autour de la mine de Letpadaung, utilisant des canons à eau et des gaz lacrymogènes. Les feux se sont répandus dans les camps, brûlant des moines bouddhistes et des villageois protestataires, dont la plupart cherchent maintenant des soins médicaux dans des hôpitaux de fortune.

¹ AFP (17 Nov 12) Myanmar leader condemns Rakhine violence in UN letter; Reuters (17 Nov 12) Myanmar president says will address sectarian violence, blames «extremists»

² US Embassy Rangoon (09 Nov 12) Joint Statement by the Undersigned Embassies; AFP (09 Nov 12) UN calls on Myanmar to offer citizenship to Rohingya

Actualités

La mine de Letpadaung est exploitée par une entreprise chinoise et un groupe contrôlé par l'armée birmane, Union of Myanmar Economic Holdings Ltd. Le projet a eu pour conséquences directes la confiscation de terres, des dégradations environnementales et la mise en œuvre d'une politique de répression contre les manifestants pacifiques.

En plus de la lourde répression, six principaux organisateurs de manifestations de soutien à Rangoon ont également été arrêtés plus tôt cette semaine: Ko Wai Lu, Daw Shan Ma, Ko Myo Chit, Ko Ye Lin, Daw Naw Ohn Hla et Ko Nyi Nyi. Ils avaient été arrêtés en vertu de l'article 18 (b) de la loi sur les rassemblements et manifestations pacifiques pour avoir manifesté sans autorisation. Toutefois, ils ont depuis été inculpés en vertu de la section 505 (b) du Code pénal pour avoir commis ou d'inciter autrui « à commettre une infraction contre l'État ou contre la tranquillité publique ».¹

Augmentation du nombre de victimes de mines

Dans son dernier rapport, la Campagne internationale pour interdire les mines affirme que si aucune nouvelle mine n'avait été posée en 2011 par l'armée, le nombre de victimes de mines en Birmanie a augmenté par rapport à l'année précédente. En 2011, 381 victimes (dont 84 morts) de mines terrestres ont été signalées - soit une augmentation de près de 40% par rapport aux 274 cas enregistrés en 2010. Plus de 50% des victimes sont des civils. Selon l'organisation, le nombre réel de victimes en 2011 serait « beaucoup plus élevé ».²

Des millions de dollars détournés vont être remboursés

Des millions de dollars détournés des fonds publics en Birmanie vont devoir être remboursés par les entreprises privées et fonctionnaires qui en ont indûment profité, selon un rapport soumis au parlement dans l'un des pays les plus corrompus du monde.

Dans ce document envoyé au parlement début novembre et dont l'AFP a obtenu copie mardi, l'Auditeur général a découvert des dizaines de cas d'abus et d'actes malhonnêtes au sein de quinze ministères, pour un total de plus de 65 millions de dollars sur l'année budgétaire 2011/12. Environ 20 millions ont déjà été remboursés. Quelque 150.000 dollars sont dus par les fonctionnaires à leurs ministères. Et 45 millions sont partis dans des prêts à des entreprises privées, qui ont jusqu'à fin mars 2013 pour rembourser.

Si les prêts ne peuvent être recouverts pendant cette période, il y a aura des amendes et des poursuites judiciaires, a précisé le rapport. Le bureau de l'auditeur général a parlé de ces conclusions avec les responsables des différents départements, et a pris des mesures. Les sommes seront remboursées très vite par les ministères respectifs, a ajouté le bureau du président Thein Sein, dans une note jointe au rapport.³

¹ Info Birmanie (30 Nov 12) Les organisations de la société civile et les groupes communautaires condamnent la répression violente des protestations contre la mine de cuivre de Letpadaung en Birmanie

² AFP (13 Nov 12) More landmine victims in Myanmar despite curbs on use; Landmine and Cluster Munition Monitor (Nov 12) Landmine Monitor report – Myanmar/Burma 2012

³ AFP (20 nov 12) Des millions de dollars détournés vont être remboursés

Un Tremblement de terre frappe les divisions de Sagaing et de Mandalay

Le 11 novembre, un séisme de magnitude 6,8 sur l'échelle de Richter a frappé la Birmanie, environ 50 km au nord de Shwebo, dans la division de Sagaing. Le séisme a touché 22 communes à travers les divisions de Sagaing et de Mandalay. Les Cantons de Singu et de Thabeikkyin dans la division de Mandalay, et le canton de Shwebo la division de Sagaing, ont été parmi les plus durement touchés. Selon la Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR), 26 personnes sont mortes et 231 autres ont été blessées à la suite du tremblement de terre. Les autorités ont déclaré que 2 606 bâtiments ont été endommagés.¹

Prisonniers politiques: 55 nouvelles libérations, 200 toujours derrière les barreaux

Thein Sein's mass releases of prisoners			
Date	Total prisoners	Political prisoners	%
16 May 2011	14,578	58	0.4%
12 Oct 2011	6,359	240	3.8%
4 Jan 2012	6,656	36	0.5%
13 Jan 2012	651	302	46.2%
3 Jul 2012	80	25	31.2%
17 Sep 2012	514	88	17.1%
15 Nov 2012	452	0	0%
16 Nov 2012	66	51	77.2%
Total	29,356	800	2.7%

Sources: New Light of Myanmar; Assistance Association for Political Prisoners (AAPP)

En novembre, les autorités ont poursuivi la libération stratégiquement chronométrée des prisonniers politiques. La dernière libération a coïncidé avec la visite du président américain Barack Obama en Birmanie. Les 15 et 16 novembre, le président Thein Sein a accordé deux amnisties pour un total de 518 détenus. La plupart des personnes libérées sont des prisonniers de droit commun, notamment des anciens militaires et des détenus étrangers.

Le 19 novembre, 55 prisonniers politiques ont été libérés à la suite d'une seconde amnistie. Parmi les prisonniers politiques libérés : le défenseur des droits humains Myint Aye, l'avocat Karen Kyaw Kyaw Min, et des membres de l'Union nationale karen (KNU), de la Shan State Army (SSA), de la Kachin Independence Army (KIA), et des étudiants du Front démocratique (ABSDF). En date du 20 novembre, 216 dissidents seraient toujours derrière les barreaux en Birmanie.²

Le travail forcé et le recrutement d'enfants soldats continuent

L'Organisation internationale du Travail (OIT) reçoit toujours des plaintes pour travail forcé et recrutement d'enfants soldats en Birmanie. L'OIT a reçu 158 plaintes entre le 1er juin et 11 octobre 2012, comparativement à 148 au cours de la même période un an plus tôt, dont 108 cas de recrutement de mineurs et 25 cas de travail forcé.³

1 OCHA (17 Nov 12) Myanmar: Sagaing/Mandalay earthquake, Situation Report No. 3; Myanmar Times (22 Nov 12) Wooden buildings reduced casualties in devastating Myanmar earthquake

2 Reuters (15 Nov 12) Myanmar frees prisoners, doubts over political detainees; AP (18 Nov 12) Myanmar to releases new batch of prisoners ahead of Obama visit; AAPP (19 Nov 12) Released Political Prisoners List on 19 November, 2012

3 AFP (12 Nov 12) Myanmar acting to cut forced labour: ILO

L'UE et l'ONU adoptent des résolutions sur la Birmanie

En novembre, le Parlement européen et la Troisième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté des résolutions qui sont principalement axées sur les violences sectaires dans l'Etat d'Arakan et sur le conflit dans l'Etat Kachin.

Le 22 novembre, le Parlement européen a adopté une résolution sur la Birmanie qui comprend ¹ :

- Les violences sectaires dans l'Etat d'Arakan sont le résultat de politiques discriminatoires « de longue date » contre les Rohingyas et pourraient avoir des implications plus larges pour la région.
- Les autorités ont été complices de violences et de discriminations contre les Rohingyas dans l'Etat d'Arakan.
- Les mesures introduites pour réprimer les violences dans l'Etat d'Arakan, notamment la mise en place de l'état d'urgence, d'un couvre-feu, et la création d'une commission d'enquête, n'ont pas été effectives.
- Tous les prisonniers d'opinion doivent être libérés et des mesures devraient être prises pour assurer leur intégration harmonieuse dans la société.
- Des Réformes législatives, institutionnelles et politiques devraient être adoptées afin de mettre fin aux violations des droits de l'homme dans les zones ethniques.

Le 26 novembre, la Troisième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté par consensus une résolution sur la situation des droits de l'homme en Birmanie. La résolution a « fait part de ses préoccupations » dans plusieurs domaines, notamment ² :

- Les violations des droits de l'homme, y compris les détentions arbitraires, les déplacements forcés, la confiscation des terres, le viol, la torture et les violations du droit international humanitaire.
- La poursuite du conflit armé dans l'État Kachin et les violations connexes des droits de l'homme et du droit international humanitaire.
- La situation des Rohingyas dans l'État d'Arakan et les dernières flambées de violences entre les communautés musulmanes et Rakhine bouddhistes.

Les représentants des autorités birmanes à l'ONU se sont opposés à l'utilisation de la dénomination «Rohingya» dans la résolution, réitérant la position de Naypyidaw qu'un « tel groupe ethnique » n'existait pas en Birmanie.³

1 European Parliament (22 Nov 12) Resolution on the situation in Burma/Myanmar, particularly the continuing violence in Rakhine State (2012/2878(RSP))

2 UNGA 67th session, Third Committee, Situation of human rights in Myanmar, 16 November 2012, UN Doc A/C.3/67/L.49/Rev.

3 Reuters (27 Nov 12) U.N. committee expresses concern for Myanmar's Muslims

La Birmanie dément acheter des armes nucléaires à la Corée du Nord

Des nouvelles preuves de coopération militaire entre la Corée du Nord et la Birmanie ont été révélées en dépit des affirmations antérieures selon lesquelles les autorités birmanes auraient rompu leurs relations politiques et militaires avec Pyongyang. Les autorités birmanes ont cependant autorisé des inspections internationales de l'activité nucléaire présumée.

Le 24 novembre, le quotidien japonais Asahi Shimbun a rapporté que la Corée du Nord avait tenté, au mois d'août, d'expédier des matériaux appropriés pour l'enrichissement de l'uranium ou le développement de missiles en Birmanie via la Chine, en violation des résolutions de l'ONU qui interdisent l'achat de matériel militaire à la Corée du Nord. L'envoi comprenait environ 50 tuyaux en métal et 15 barres en alliage d'aluminium. Le 22 août, le Japon avait saisi les marchandises à la suite d'un raid sur un cargo amarré au port de Tokyo.

Le 18 novembre, la Birmanie a annoncé son intention de ratifier le «protocole additionnel» de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ce qui donnerait l'accès à l'AIEA aux matières nucléaires suspectées, aux sites et activités en Birmanie. Le 20 novembre, le Parlement national a approuvé cette mesure.¹

Barack Obama en visite en Birmanie



Le 19 novembre, le président américain Barack Obama a effectué une visite de six heures à Rangoon, accompagné de la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton et d'autres responsables américains. C'était la première visite en Birmanie d'un président des États-Unis en fonction. Pendant son court séjour, le président Obama a rencontré le président Thein Sein et d'autres responsables du régime. Il a également rencontré Daw Aung San Suu Kyi à son domicile et des représentants de 14 groupes de la société civile et ethniques.

Le président Obama a prononcé un discours très attendu à l'Université de Rangoon où il a reconnu des « lueurs de progrès » en Birmanie mais a averti que « d'énormes défis » restaient à surmonter. Obama a parlé de l'importance de la mise en place d'une constitution démocratique, d'un développement économique inclusif, de porter l'armée sous contrôle civil, de continuer l'assouplissement de la censure des médias, d'un avenir sans enfants soldats, des prisonniers politiques, et de l'exploitation des femmes.

¹ Asahi Shimbun (24 Nov 12) Japan intercepts N. Korea weapons-grade material bound for Myanmar
AFP (19 Nov 12) Myanmar to sign new nuclear safeguards

Concernant la situation dans l'État d'Arakan, Obama a déclaré qu'il n'y avait « aucune excuse » pour avoir commis des violences contre des personnes innocentes et que les Rohingya ont droit à la même dignité que toute autre personne.¹

Les Etats-Unis lèvent leur interdiction d'importer en Birmanie

Le 16 novembre, les Etats-Unis ont suspendu leur interdiction sur les importations en provenance de Birmanie, quelques semaines avant la visite du président Barack Obama dans le pays. Une interdiction sur l'importation de jade et de rubis restera en place. Sept entreprises birmanes ont néanmoins été ajoutées à l'US Specially Designated Nationals List(SDN), liste noire qui interdit aux entreprises américaines de faire des affaires avec les personnes morales ou physiques figurant sur la liste.²

La loi sur les investissements étrangers enfin promulguée

Le 1er novembre, le Parlement national birman a approuvé la Loi sur les investissements étrangers après plusieurs renvois du projet de loi aux députés par le président Thein Sein. Le 2 novembre, Thein Sein a signé la loi, qui abroge la Loi sur les investissements étrangers précédente, adoptée en 1988. Voici quelques-unes des principales dispositions de la loi³ :

- Le Myanmar Investment Commission (MIC) désignera le montant minimum de capitaux d'investissement pour les entreprises étrangères.
- Les investisseurs étrangers peuvent détenir 100% des entreprises ou former des coentreprises avec des partenaires birmans sur les ratios d'actionnariat mutuellement convenus.
- Les investissements étrangers sont conditionnés dans 11 domaines, notamment dans l'agriculture, l'élevage et la pêche. Toutefois, les investisseurs étrangers peuvent faire des affaires dans les secteurs réglementés s'ils forment une joint-venture avec un homologue birman, avec un seuil qui sera défini ultérieurement par le MIC. En outre, le MIC peut permettre les investissements étrangers dans les secteurs réglementés, avec l'approbation des autorités en cas d'intérêt national.
- Les entreprises étrangères ont droit à un congé fiscal pour les cinq premières années d'exploitation. Les entreprises manufacturières étrangères peuvent avoir droit à une exonération d'impôt pouvant atteindre 50% sur les bénéfices réalisés à l'exportation.

1 White House (19 Nov 12) Remarks by President Obama at the University of Yangon

2 AP (16 Nov 12) US waives Myanmar import ban before Obama's trip

3 FP (02 Nov 12) Myanmar president enacts foreign investment law; Official English language translation of the Foreign Investment Law available at: <http://bit.ly/Ry47Iz>

- Les investisseurs étrangers peuvent louer des terres à l'État ou à des propriétaires privés autorisés pour un maximum de 50 ans avec la possibilité de prolonger jusqu'à un maximum de 70 ans.
- Les birmans doivent être employés dans les entreprises où aucune compétence n'est exigée. Dans les secteurs où des compétences particulières sont requises, au moins 25% des employés devront être birmans pour les deux premières années. Le pourcentage augmentera à 50% pour la seconde période de deux ans et de 75% par la suite.
- Une entreprise constituée en vertu de la Loi sur les investissements étrangers ne pourra pas être nationalisée.

Eclairage

LE PROCESSUS DE RÉFORMES DOIT INCLURE LA LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Le 25 novembre, les femmes et les hommes du monde entier ont célébré la Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes. Les violences contre les femmes prennent de nombreuses formes, physiques, sexuelles, psychologiques et économiques et se produisent partout dans le monde. La Birmanie ne fait pas exception à cette règle.



Les femmes en Birmanie, et en particulier dans les zones peuplées par les minorités ethniques, sont les victimes de violences sexuelles, d'exploitations sexuelles, de la traite des êtres humains et de discriminations. En outre, dans les situations de conflit armé et de pauvreté extrême, elles figurent parmi les populations les plus vulnérables et subissent le fardeau de la guerre et des déplacements.¹

Le viol est utilisé comme une arme de guerre² par l'armée birmane dans les zones ethniques depuis des décennies. Dans l'Etat Kachin où les combats ont repris depuis plus d'un an, l'Association des femmes Kachin (KWAT) a documenté que les troupes de l'armée birmane ont commis des violences sexuelles à l'égard d'au moins 61 femmes et enfants, dont la moitié ont été tués.³ Un exemple terrible de l'utilisation continue du viol par l'armée birmane dans les zones de conflit est celui d'une femme battue à coups de crosse et de couteau, déshabillée et violée sur une période de trois jours dans une église par deux bataillons de l'armée birmane, en mai dernier.⁴

1 Palaung Women Organization, *The Burden of War - Women bear burden of displacement*, Octobre 2012

2 Info Birmanie, *L'utilisation du viol comme arme de guerre en Birmanie*,

3 KWAT, *From persecution to deprivation*, octobre 2012

4 Burma Partnership, *Gang-rape in Church Highlights Burma Army Impunity for Sexual Violence in Kachin Conflict*, 18 mai 2012

Eclairage

En dépit des accords de cessez-le-feu conclus dans certaines régions ethniques, comme dans l'Etat Karen, la présence de l'armée birmane demeure une menace constante pour la sécurité des communautés ethniques, en particulier des femmes. Au mois de mars dernier, une femme Karen a déclaré avoir été « battue, droguée et agressée sexuellement par deux hommes vêtus de treillis militaires »¹. Les projets de développement sont également un autre facteur influant sur les violences et les cas d'exploitation sexuelle des femmes dans les zones ethniques. « L'enfer des pipelines² », rapport publié récemment par une organisation de défense de l'ethnie Ta'ang (Ta'ang Students and Youth Organization), étudie l'impact de Projet de pipelines «Shwe»³ sur les personnes issues de la minorité Ta'ang dans le nord de l'État de Shan. Le rapport conclut qu'à partir du moment où le le projet a commencé il y a eu de nombreux cas de harcèlement sexuel et d'intimidation envers les femmes, venant non seulement de l'armée birmane, mais aussi des ouvriers chinois travaillant sur le projet.

De très jeunes femmes et jeunes filles en provenance de Birmanie sont également victimes de la traite des femmes et d'esclavage sexuel, et sont forcées à se marier en Thaïlande, Chine, Malaisie, Bangladesh et Corée du Sud.

Une totale impunité est de mise pour ces crimes comme l'illustre tristement le cas de Sumlut Roi Ja, qui aurait été enlevée et violée par des soldats de l'armée birmane dans l'État Kachin en Octobre 2011. Son mari a déposé une plainte officielle devant la Cour suprême du pays pour demander une enquête. L'affaire a été rejetée pour manque de preuves alors même que le mari de Sumlut Roi Ja n'a pas été autorisé à prendre la parole lors du procès et que le juge a fondé sa décision uniquement sur le témoignage des prévenus militaires. Après la parution du jugement, Moon Nay Li, coordinatrice de l'association KWAT en a conclu que « Le message de la Cour suprême de Naypyidaw est claire : l'armée birmane peut violer et tuer des femmes issues des minorités ethniques en toute impunité »⁴

Le 25 novembre, à Rangoun, environ 200 personnes se sont réunies pour protester contre les violences faites aux femmes. Il est de notre devoir de les soutenir et de demander au gouvernement birman de prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que les processus de réformes inclut de mettre fin à toutes les formes de violences contre les femmes et jeunes filles de Birmanie.

Source : *Burma Partnership*

1 Women under siege, License to rape: How Burma's military employs systematic sexualized violence, mars 2012

2 Ta'ang Students and Youth Organization, *Pipeline Nightmare*, novembre 2012

3 Une fois achevé ce pipeline, qui traverse la Birmanie, augmentera l'accès de la Chine en pétrole brut provenant d'Afrique et du Moyen Orient, en fournissant une route alternative pour l'acheminement d'énergie, réduisant la dépendance de la Chine au détroit de Malacca, théâtre de nombreux conflits et d'actes de piraterie. Ce pipeline fera aussi de la Chine le premier bénéficiaire du gaz naturel provenant du chantier du Shwe Gas

4 <http://couchtripper.com/rapedbysoldiers/?cat=159>



« Usez de votre liberté pour promouvoir la nôtre » Aung San Suu Kyi



74, rue Notre Dame des Champs
75006 Paris
Tél. 01 46 33 41 62
Mail. infobirmanie@gmail.com
<http://www.info-birmanie.org>

Info Birmanie est une association loi 1901 à but non lucratif. En étroite collaboration avec des membres de l'opposition démocrate birmane en France et à l'étranger, Info Birmanie entend promouvoir la paix, la démocratie et les droits de l'Homme en Birmanie.

Nos actions en France visent à :

Valoriser auprès du gouvernement français et l'Union européenne le modèle politique alternatif porté par le mouvement démocrate birman ;

Alerter les institutions françaises et européennes des violations des droits de l'Homme perpétrées par le régime birman ;

Sensibiliser la population française sur la situation politique, économique et sociale en Birmanie en organisant des manifestations publiques, des conférences, des débats, des projections et des événements culturels.

Aidez Info Birmanie !

Envoyez vos dons par internet ou par chèque (libellé au nom de Info Birmanie, à l'adresse ci-dessus).
Vous recevrez un reçu fiscal vous permettant de bénéficier de réduction d'impôt sur le revenu.

Rejoignez Info Birmanie en devenant bénévole, de manière ponctuelle ou régulière

Vous voulez agir, vous rendre utile en participant à nos actions de sensibilisation sur le pays lors des manifestations, salons ou autres événements publics ainsi qu'à promouvoir nos campagnes et pétitions.

Proposer et développer des projets, des événements ou autres opérations de sensibilisation et d'information en étroite collaboration avec notre coordinatrice.

Faire partager votre expérience et vos compétences en contribuant à produire de l'information francophone sur la Birmanie et le mouvement démocratique birman dans la newsletter, sur le site Internet ou contribuer à d'autres dossiers thématiques.

Contactez Célestine

01 46 33 41 62 / infobirmanie@gmail.com

Agissons pour la paix et la démocratie en **BIRMANIE**

Info Birmanie

74, rue Notre-Dame des Champs - 75006 Paris

Tél 01 46 33 41 62 - Email infobirmanie@gmail.com - <http://www.info-birmanie.org/>